

Réponse à l'appel à contribution

Les vulnérabilités des enfants à la traite d'être humain et à l'exploitation sexuelle

Contribution to UN GA report 2022

Juristes pour l'enfance
23 rue Royale - 69001 Lyon
contact@juristespourl'enfance.com
<https://www.juristespourl'enfance.com>

Juristes pour l'enfance est une association Loi 1901 créée en 2008, qui poursuit la défense des droits des enfants, dans tous les domaines et par tous moyens de droit, et œuvre pour la promotion d'une culture des droits de l'enfant. Elle défend en particulier les droits de l'enfant tels que définis par la Convention internationale des droits de l'enfant (CIDE).

Elle dispose depuis 2016 du statut consultatif spécial ECOSOC.

Le présent rapport souhaite alerter la Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur la vente d'enfants dans le cadre des gestations pour autrui.

INHALT

| | |
|---|----|
| 1. Introduction | 3 |
| 2. La GPA organise une vente internationale d'enfants | 3 |
| A. La GPA reconnue comme une activité lucrative par ses propres promoteurs..... | 3 |
| B. Le transfert de l'enfant est l'objet des contrats de GPA | 4 |
| C. La GPA exploite les inégalités économiques dans le monde..... | 6 |
| 3. La GPA contourne les mécanismes de protection de l'enfance de l'adoption internationale..... | 7 |
| D. La GPA est un retour en arriere sur l'adoption internationale..... | 7 |
| E. L'intérêt supérieur de l'enfant menacé par la GPA | 8 |
| F. L'impossible régulation de la GPA | 9 |
| Recommandations | 11 |
| Annexes | 12 |
| Annexe 1 : Chiffres clefs du marché de la gestation pour autrui | 12 |
| Annexe 2 : Evolution du nombre d'adoption internationale depuis 2004..... | 12 |
| Annexe 3 : Exemple d'un contrat de GPA russe..... | 13 |
| Annexe 4 : Migration contrainte des mères porteuses en Russie | 17 |
| Annexe 5 : Les motivations des mères porteuses indiennes | 17 |

1. INTRODUCTION

La gestation pour autrui (GPA) est présentée par ses promoteurs comme une simple méthode de procréation médicalement assistée. L'étude de la pratique à travers le monde amène à une conclusion plus contrastée. Comme la Rapporteuse spéciale l'a elle-même constaté dans un rapport A/HRC/37/60 de 2018, la GPA correspond souvent à une vente d'enfants au sens du droit international. D'autres institutions sont récemment arrivées à des conclusions similaires, tel que le Parlement Européen en 2015¹ et 2021², la Cour européenne des droits de l'homme en 2018³ et 2021⁴ ou des cours suprêmes nationales⁵.

C'est pourquoi la multiplication actuelle des contrats de GPA constitue une menace multiforme et grandissante pour les droits fondamentaux des enfants et des femmes.

La GPA s'oppose aux objectifs de développements des Nations Unis. Elle annule les progrès réalisés depuis plus de quarante ans avec l'adoption de la Convention relative aux droits de l'enfant en matière de vente d'enfants, et la protection accordée à l'adoption internationale. La GPA est irréconciliable avec l'objectif 8.7 de « *mettre fin à la traite des êtres humains* » et avec l'objectif 16.2 « *mettre fin à la maltraitance, à l'exploitation et à la traite, et à toutes les formes de violence et de torture dont sont victimes les enfants* » de l'agenda 2030.

2. LA GPA ORGANISE UNE VENTE INTERNATIONALE D'ENFANTS

A. LA GPA RECONNUE COMME UNE ACTIVITE LUCRATIVE PAR SES PROPRES PROMOTTEURS

La GPA est aujourd'hui, majoritairement, une activité commerciale organisée par des intermédiaires marchands que sont les cliniques, les avocats et les banques de gamètes. Cette pratique, marginale dans les années 1990, supprime aujourd'hui l'adoption internationale en offrant contre paiement aux commanditaires (célibataires ou couples) un enfant - sans les aléas et la lourdeur d'une procédure d'adoption.

Se basant sur des informations à destination d'investisseurs et de marchés financiers, Juristes pour l'enfance estime qu'entre **50.000 et 100.000 enfants naissent tous les ans de gestation pour autrui**, pour des contrats de prix moyens allant de 30.000 à 60.000 \$/GPA. Cette estimation s'appuie sur de récentes études de marchés réalisées par Global Market Insight⁶, Orbisresearch⁷ ou A2Z Market Research⁸ qui chiffrent le marché de la GPA à 4 milliards dollars/an en 2020 (annexe 1).

¹ Résolution du Parlement européen du 17 décembre 2015 sur le rapport annuel de 2014 sur les droits de l'homme et la démocratie dans le monde et sur la politique de l'Union européenne en la matière 2015/2229(INI), §115, URL : https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-8-2015-0470_FR.html.

² Résolution du Parlement européen du 21 janvier 2021 sur la stratégie de l'Union européenne en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes 2019/2169(INI), §32, URL : https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-9-2021-0025_FR.html.

³ CEDH, Grande Chambre, 24 janvier 2017, Paradiso et Camanelli c. Italie Paradiso, aff. n° 25358/12, URL : <https://www.ieb-eib.org/docs/pdf/2017-01/doc-1554801216-18.pdf>.

⁴ CEDH, 18 mai 2021, Valdís Fjölnisdóttir et autres c. Islande, aff n° 71552/17, URL : <https://hudoc.echr.coe.int/fre#%7B%22itemid%22:%5B%22001-209992%22%5D%7D>

⁵ Suisse, Danoise, Italienne, Espagnole

⁶ URL : https://www.gminsights.com/pressrelease/surrogacy-market?utm_source=globenewswire.com&utm_medium=referral&utm_campaign=Paid_globenewswire

⁷ URL : <https://znewsafrika.com/news/298402/surrogacy-market-statistics-2022-trend-growth-forecast-to-2026-new-hope-fertility-center-ivi-rma-global-scanfert-ava-clinic-bourn-hall-fertility-clinic-nova-ivi-fertility-ovation-fertility-et/>

⁸ URL : <https://a2zmarketresearch.com/data/2021-2027-Global-Surrogacy-Service-Market-Report-Production-and-Consumption-Professional-Analysis-Impact-of-COVID-19/477854>

En comparaison, l'adoption internationale n'a jamais concerné plus de 25.000 enfants par an, d'après les statistiques de la Conférence de La Haye de droit international privé (HCCH). Concomitamment au développement de la GPA, le nombre d'adoption internationale ne cesse de décroître et concerne moins de 5.000 enfants en 2020⁹ (annexe 2).

Le recours au tourisme procréatif est massif, y compris par les pays riches ayant intégré une forme de GPA sur leur sol¹⁰. Selon les études de marché précitées, le nombre de GPA devrait être multiplié par 10 d'ici 2027 pour générer environ 33,7 milliards de dollars par an¹¹, et plus de 500.000 enfants.

La visée commerciale des intermédiaires de la GPA fait consensus. La GPA est fréquemment décrite comme un marché, notamment en Ukraine¹², en Russie, en Inde, en Thaïlande ou aux Etats-Unis. Selon certains observateurs, 80% du prix d'une GPA reviendrait aux intermédiaires marchands et moins de 20% à la mère porteuse¹³. Au regard de son faible poids économique, le niveau de rémunération de la mère porteuse n'est donc pas un élément pertinent pour qualifier une GPA de commerciale ou non commerciale (prétendument éthique).

- ⇒ Le critère de l'échange d'argent n'est pas à prendre en compte seulement entre la mère porteuse et les commanditaires, mais également, et de manière économiquement plus significative, entre les commanditaires et les intermédiaires de GPA.
- ⇒ **Le rôle des intermédiaires semble une partie importante de l'analyse, insuffisamment abordée par le rapport A/HRC/37/60 du 15 juillet 2019.**

B. LE TRANSFERT DE L'ENFANT EST L'OBJET DES CONTRATS DE GPA

La GPA est unique parmi les méthodes de procréation médicalement assistée par ses effets et sa temporalité. Elle organise non seulement la conception et la grossesse, mais encore le transfert physique et juridique d'un enfant après sa naissance. A l'inverse des GPA, les autres méthodes de procréation médicalement assistée sont seulement une aide à la conception.

Certains proposent d'assimiler une GPA à un simple contrat de location de son utérus par une femme. Cette conception pourrait être envisagée, si le contrat ne prévoyait ni les liens de filiation, ni les conditions du transfert physique de l'enfant après sa naissance. Or le contrat de GPA ne régit le déroulé de la grossesse (période de location de l'utérus) que de manière accessoire, comme une modalité d'exécution.

L'objet essentiel du contrat de GPA est l'abandon et le transfert de l'enfant à la naissance, le plus souvent contre rémunération. Dans ce type de contrat, la mère porteuse renonce à la filiation qui la désigne comme mère au profit des clients de la GPA. Cela correspond à un transfert de l'enfant, qui se manifeste par son abandon physique par la mère porteuse, et sa remise aux clients de la GPA. Les modalités du retrait physique de l'enfant (lieu, date) sont prévues dans le contrat de GPA.

⁹ URL : <https://assets.hcch.net/docs/a8fe9f19-23e6-40c2-855e-388e112bf1f5.pdf>

¹⁰ Ainsi, 70% des Britanniques ayant recours à une GPA le feraient à l'étranger et non au Royaume-Uni. (URL : <https://edition.cnn.com/2019/01/18/health/female-surrogacy-abroad-uk-study-intl/index.html>) ; parmi eux, 38% vont en Thaïlande, 15% aux USA, et 5% en Inde (URL : <https://www.theguardian.com/lifeandstyle/2015/mar/14/childless-britons-increasingly-surrogate-babies>)

¹¹ URL : https://www.gminsights.com/pressrelease/surrogacy-market?utm_source=globenewswire.com&utm_medium=referral&utm_campaign=Paid_globenewswire

¹² URL : <https://www.arte.tv/fr/videos/091205-003-A/arte-regards-le-marche-de-la-gpa-en-ukraine/>

¹³ URL : <https://www.genethique.org/les-paradoxes-francais-en-matiere-de-gpa/>

A cet égard, ce contrat est organisé en tout point comme un achat immobilier dans un pays comme la France : la vente est considérée comme conclue au moment de la signature du compromis, mais le transfert de propriété est différé jusqu'à la réitération officielle du contrat après la réalisation de conditions. Le transfert de propriété est ensuite avalisé par l'Etat et rendu opposable à tous via une formalité légale.

En droit international, le transfert physique de l'enfant contre rémunération suffit à lui seul à caractériser une vente d'enfant, indépendamment du transfert juridique de la filiation¹⁴. La vente d'enfants se définit en effet comme le transfert d'un enfant moyennant paiement ou contrepartie.

Pour rappel, le Protocole à la *Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants* définit à son article 2 :

« On entend par vente d'enfants tout acte ou toute transaction en vertu desquels un enfant est remis par toute personne ou de tout groupe de personnes à une autre personne ou un autre groupe contre rémunération ou tout autre avantage ».

Le contrat de GPA commercial remplit toutes ces conditions : il y a remise d'un enfant de la mère porteuse, contre rémunération versée par les clients de la GPA.

C'est aussi l'opinion de la Haute Cour du Danemark, qui a refusé, le 19 août 2019, l'adoption d'un enfant par une cliente de GPA au motif de l'échange d'argent :

« En vertu de l'article 15 de la loi sur l'adoption, l'adoption ne peut être accordée si une personne qui doit consentir à l'adoption donne ou reçoit une contrepartie pour celle-ci. »¹⁵

La qualification juridique pertinente du contrat de GPA n'est pas un contrat de location, de prestation de service ou de travail, mais un contrat de vente dont l'objet est l'enfant.

Ainsi, la rémunération de la mère est considérablement réduite¹⁶ voire quasi nulle¹⁷ si la grossesse n'aboutit pas sur la naissance d'un enfant viable. C'est notamment le cas en Ukraine¹⁸, en Russie¹⁹ et en Inde²⁰. Dans l'exemple de contrat de GPA russe produit en annexe 3, le client de la GPA doit régler seulement 1.250 € à la clinique en cas de fausse-couche de la mère porteuse, sur les 55.000 € prévu dans le contrat initial (clause 4.8).

Quant à la GPA improprement dénommée éthique sous prétexte qu'elle est non rémunérée, elle organise elle-aussi la cession de l'enfant en échange de contreparties matérielles (dénommées indemnisation) et

¹⁴ « le Protocole facultatif se rapportant à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants établit qu'il peut y avoir transfert même lorsque l'auteur du transfert n'a pas le statut de parent de l'enfant ou n'est pas titulaire de la responsabilité parentale » §56 du Rapport A/HRC/37/60.

¹⁵ URL : <https://domstol.dk/oestrelandsret/aktuelt/2019/8/afslag-paa-stedbarnsadooption-af-to-boern/#surrogatmoderskab> : « Nonobstant le fait que la mère porteuse n'est pas juridiquement considérée comme la mère des enfants en vertu du droit ukrainien et qu'elle n'était donc pas tenue de consentir aux adoptions, il est admis [...] que le consentement de la mère porteuse à la convention de maternité de substitution doit être assimilé au consentement à l'adoption d'un bel-enfant en vertu de l'article 15 de la loi sur l'adoption. » (traduction libre)

¹⁶ American Surrogacy Blog, Do Surrogates Get Paid for Failed Transfers?, 1 juillet 2019, URL : <https://www.americansurrogacy.com/blog/do-surrogates-get-paid-for-failed-transfers/>

¹⁷ « Only successful childbirths result in 'complete' payment—surrogates are paid through monthly installments but almost 75% of the promised amount is scheduled to be paid at childbirth. », Open democracy, When surrogacy fails: the biopolitics and hidden risks of the industry in India, , 16 décembre 2015

¹⁸ URL : <https://www.arte.tv/fr/videos/091205-003-A/arte-regards-le-marche-de-la-gpa-en-ukraine/>

¹⁹ « la Russie ne saurait devenir une usine à enfants pour les étrangers », La vice-présidente de la Douma, Irina Iarovaïa ; URL : <https://www.lecourrierderussie.com/2020/08/gpa-la-russie-prete-a-rouvrir-le-debat/>

²⁰ URL : <https://www.theguardian.com/global-development/2016/apr/01/outsourcing-pregnancy-india-surrogacy-clinics-julie-bindel>

immatérielles (mise en valeur de « l'altruisme » de la mère porteuse etc.). En tout état de cause, la remise de l'enfant, même si elle intervenait sans contrepartie, est un acte de disposition de l'enfant, une cession de l'enfant.

➔ **A cet égard, il apparaît nécessaire que la Rapporteuse spéciale réaffirme que toute GPA est une cession d'enfant au sens du droit international.**

C. LA GPA EXPLOITE LES INEGALITES ECONOMIQUES DANS LE MONDE

La GPA s'inscrit dans le paradigme de la liberté contractuelle, où un contrat est formé par le consentement de chaque partie. Cette approche ne parvient pas à gommer que l'immense majorité des mères porteuses subissent des violences économiques significatives.

La GPA se présente essentiellement comme un commerce international, qui tire profit des écarts de pouvoir d'achat et des différents cadres légaux entre les pays. L'industrie de la GPA repose sur une inégalité de salaire entre pays « clients » et pays « producteurs », les intermédiaires faisant le lien.

Certains observateurs estiment qu'une **mère porteuse touche 5 à 10 ans de salaire annuel moyen par grossesse, tandis que cette somme représente moins de 1 an de salaire annuel moyen pour les clients** issus des pays développés²¹.

A titre d'exemple, la clinique ukrainienne BioTexCom reconnaît que 99% de ses clients sont étrangers, recrutés depuis une vingtaine d'agences de GPA dans des pays comme l'Italie ou le Danemark²².

La thèse de doctorat de Mme Caroline Weiss en 2017²³, portant sur 33 mères porteuses en Russie, a fait apparaître que l'argent est la motivation principale et initiale pour l'ensemble des femmes - dont 26 ont dû migrer de leur ville d'origine pour participer au programme de leur clinique.

D'après une étude réalisée en 2014 par le Center for Social Research (CSR) sur plus de 100 mères porteuses dans trois Etats indiens²⁴, la pauvreté et le chômage sont les premières causes pour devenir mère porteuse (annexe 4). En 2018, une autre étude sur 33 mères porteuses indiennes constate aussi que « *presque toutes les mères porteuses ont indiqué que l'argent était leur motivation première pour s'engager dans la GPA*²⁵ ».

Différents indicateurs suggèrent qu'il en est de même aux Etats-Unis, comme un article publié en 2018 dans le Journal of Law and Technology (JOLT)²⁶.

⇒ **La vulnérabilité économique des femmes dans les pays en développement est exploitée pour obtenir qu'elles consentent à leur exploitation reproductive par un contrat de GPA.**

²¹ URL : <https://www.valeursactuelles.com/societe/coronavirus-une-centaine-de-bebes-nes-de-gpa-bloques-en-ukraine/>

²²

URL : <https://www.google.com/maps/d/embed?mid=1cPNbEeDiBlwnpEVz1UMcUNM7xKEWW0GV&ll=50.74165491054657%2C-1.2009800823616565&z=4>

²³

URL : <https://dora.dmu.ac.uk/bitstream/handle/2086/15036/PhD%20Thesis.%20Weis.%20Reproductive%20Migrations.%20Final%20Version.Dec%202017.pdf?sequence=1>

²⁴ URL : http://ncw.nic.in/sites/default/files/Surrogacy_Report_CSR.pdf

²⁵ URL : <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-02984649/document> ; p.5

²⁶ URL : <https://jolt.richmond.edu/2018/01/24/americas-overlooked-surrogate-mothers/>

3. LA GPA CONTOURNE LES MECANISMES DE PROTECTION DE L'ENFANCE DE L'ADOPTION INTERNATIONALE

D. LA GPA EST UN RETOUR EN ARRIERE SUR L'ADOPTION INTERNATIONALE

C'est aux mécanismes de l'adoption que ceux de la GPA peuvent le mieux être comparés, plutôt qu'à d'autres types d'établissement de la filiation, pour les raisons suivantes :

- Un lien génétique avec l'enfant peut être, ou non, présent ;
- Le processus nécessite un transfert physique de l'enfant ;
- Dans le processus, l'enfant expérimente nécessairement une séparation.

Les pratiques observées aujourd'hui ne sont pas sans rappeler celles de l'adoption internationale avant l'instauration des mécanismes de protection. Plusieurs institutions internationales avaient pris position sur la dérive marchande de l'adoption internationale à l'époque, et ces observations pourraient s'appliquer de manière identique à la GPA aujourd'hui :

Recommandation 1443 du Conseil de l'Europe, 2000 :

Marché : « *transformation actuelle de l'adoption internationale en un véritable marché régi par les lois capitalistes de l'offre et de la demande, et caractérisé par le flux à sens unique des enfants qui viennent des pays pauvres ou en transition vers les pays développés* »²⁷.

Groupe d'experts sur les aspects financiers de l'adoption internationale de la HCCH, 2014 :

- Rôle des intermédiaires : « *des personnes motivées par des gains pécuniaires peuvent intervenir aux différents stades d'une adoption internationale [...] les bénéficiaires ne sont pas en général les parents biologiques ni les adoptants mais les intermédiaires – juristes, médecins et autres* »²⁸.
- Ecart de salaires : « *le formidable pouvoir potentiel des personnes qui souhaitent adopter dans le "Nord", dont le revenu peut être aisément 100 fois supérieur à celui des fonctionnaires et d'autres personnes dans le "Sud"* »²⁹.

La GPA revient sur les progrès réalisés depuis en matière de protection des enfants contre un trafic d'être humain, et supplante, aux yeux de ses clients, les adoptions rendues difficiles.

Elle crée aussi de nouveaux risques.

Les clients sont non seulement placés en situation de choisir un enfant, mais de le créer selon leurs propres critères : partage de patrimoine génétique, choix des ovocytes, sélection en fonction du sexe, élimination des handicaps. Des pratiques et discours eugénistes deviennent de plus en plus assumés³⁰.

²⁷ URL : <https://assembly.coe.int/nw/xml/XRef/Xref-XML2HTML-FR.asp?fileid=16775&lang=FR>

²⁸ URL : <https://assets.hcch.net/docs/96e321d6-4a05-4c75-890e-e6951ad2ada6.pdf>

²⁹ URL : <https://assets.hcch.net/docs/96e321d6-4a05-4c75-890e-e6951ad2ada6.pdf>

³⁰ « *Nous nous étions entendus dans un premiers temps pour les traits relevant de l'intelligence, de la réussite scolaire et sociale : nous voulions être fiers du patrimoine génétique que nous allions transmettre à nos enfants* » ; « *Nous avions au départ sélectionné une jeune femme (...) Nous avons pourtant dû prendre la décision de l'écartier tant son historique familial présentait de prédispositions génétiques à divers cancers. Nous voulions éviter autant que possible de faire courir ce risque à nos enfants* » Marc-Olivier Fogiel, *Qu'est-ce qu'elle a ma famille ?* éd. Grasset, p.24.

E. L'INTERET SUPERIEUR DE L'ENFANT MENACE PAR LA GPA

Dans l'adoption, c'est au moment de la reconnaissance de filiation que l'autorité publique évalue concrètement l'intérêt supérieur de l'enfant.

Dans les contrats de GPA, la filiation est déterminée avant la naissance et avant même la conception par les parties au contrat, excluant de fait le contrôle de l'autorité publique. L'autorité publique se retrouve devant des faits accomplis, tel qu'une vie de famille déjà effective sur une longue période, et dans l'incapacité d'évaluer concrètement l'intérêt de l'enfant.

Or, la suppression du cadre protecteur de l'adoption dans la GPA peut avoir des conséquences dramatiques.

Mme Jessica Kern témoigne de son expérience d'enfant achetée et vendue par un contrat de GPA³¹ :

« il y a des études qui montrent que les enfants qui ne sont pas élevés par leurs parents biologiques ont plus de chance de subir des abus domestiques. Mon expérience personnelle le confirme. [...] »

« Il n'y a pas de raison qu'une personne conçue par GPA n'ait pas le même standard de sécurité qu'une personne adoptée ! »³²

Ce risque s'est matérialisé à d'autres occasions, par exemple en Australie quand le passé d'un « père d'intention » condamné pour agressions sexuelles sur mineur a refait surface³³. Similairement aux Etats-Unis, la justice américaine a condamné à 40 ans de prison un père d'intention qui avait violé pendant 6 ans son enfant né de GPA en Russie³⁴.

Si des mesures de protection peuvent être prises pour protéger un enfant né de GPA en cas de menace directe, la protection accordée à l'enfant né de GPA reste très faible. En effet, la protection dont bénéficie l'enfant est nécessairement postérieure à l'établissement de la vie familiale et ne concerne que des situations de grave danger.

C'est ce que la **Cour Suprême civile suisse** (Tribunal fédéral) constatait en 2015. Les enfants nés de GPA sont seulement protégés de menaces directes, et cela ne suffit pas à constituer une prise en compte de leur intérêt supérieur :

« En cas de menace directe du bien de l'enfant, des mesures de protection de l'enfant peuvent être prises. Mais encore faut-il que de telles situations soient discernées pour que l'administration puisse intervenir. Ainsi, des mesures de protection de l'enfant ne pourront être prises alors que le rapport de filiation n'est visiblement pas dans l'intérêt de l'enfant, si aucune menace directe n'a lieu. Ce serait par exemple le cas si des parents d'intention âgés se procuraient un enfant en passant par un ordre juridique étranger [...] »

Pourtant, le danger existe, tant pour l'adoption qu'en cas de maternité de substitution, qu'un couple d'intention, inapte par son âge avancé ou pour d'autres raisons, fasse appel à un ordre juridique étranger pour parvenir à avoir un enfant. »³⁵

³¹ URL : <https://theothersideofsurrogacy.blogspot.com/> ; <https://vimeo.com/125756487>, traduction libre.

³² URL : <https://www.youtube.com/watch?v=cpzrumkRiDw>

³³ URL : <http://www.rfi.fr/asi-pacifique/20140806-gammy-abandon-bebe-trisomique-passe-pedophile-pere-gpa-gestation-autrui-mere-porteuse>

³⁴ URL : <https://www.cnews.fr/monde/2013-07-11/ils-adoptent-un-enfant-russe-et-le-violent-pendant-six-ans-506215>

³⁵ Arrêt du Tribunal fédéral suisse du 14 septembre 2015, n° 5A_443/2014, traduction libre.

Que des adultes inaptes à l'adoption aient recours à la GPA semble fréquent. D'après l'étude de marché Global Market Insight³⁶, environ 50% des clients à la GPA ont plus de 44 ans (annexe 1). Or, dans de nombreux pays, la limite d'âge à l'adoption est de 45 ans.

C'est exactement à ce cas de figure que les juges de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH), réunis en formation exceptionnelle Grande Chambre, ont fait face en 2017 dans **l'affaire Paradiso**. Le couple italien Paradiso avait eu recours à une GPA en Russie parce qu'ils n'étaient plus éligibles à l'adoption pour des raisons d'âge³⁷.

Les juges européens avaient alors reconnu à l'Italie la possibilité de retirer l'enfant au couple d'intention pour effectuer une évaluation indépendante de son intérêt supérieur. Le juge pour enfant italien avait ensuite estimé que dans cette situation concrète, l'intérêt supérieur de l'enfant ne résidait pas dans une vie familiale avec le couple d'intention mais dans la mise en place d'une procédure d'adoption auprès d'un couple tiers.

La CEDH a réaffirmé cette solution dans **l'arrêt Valdís en mai 2021**³⁸ : la procédure d'adoption d'un enfant né de GPA par le couple commanditaire a échoué.

Ces solutions ne sont que des palliatifs insatisfaisants aux atteintes dont l'enfant a été victime en étant l'objet d'un contrat de vente.

La réévaluation indépendante de l'intérêt supérieur de l'enfant né de GPA par un juge n'est possible que lorsqu'une vie familiale de fait n'a pas eu le temps de s'établir. Dans la majorité des cas, cela n'est pas possible et l'enfant né de GPA s'en trouve lésé.

F. L'IMPOSSIBLE REGULATION DE LA GPA

Certains proposent une régulation pour protéger l'intérêt de l'enfant dans les contrats de GPA. C'est notamment la direction que semblent prendre les travaux de la Conférence de la Haye de droit international privé ou des recommandations de l'International Social Services (ISS), intitulées « *Les principes de Vérone* »³⁹.

Sur la base des travaux du professeur de droit Muriel Fabre-Magnan, on peut distinguer trois niveaux à l'intérêt de l'enfant⁴⁰ :

- intérêt général des enfants à naître : en général et de façon abstraite, comme sujets de droit ;
- intérêt général des enfants déjà nés : trouver un statut juridique stabilisant les concernant ;
- intérêt particulier des enfants déjà nés : appréciation au cas par cas, généralement réalisée par les autorités publiques et les juridictions.

³⁶ URL : https://www.gminsights.com/pressrelease/surrogacy-market?utm_source=globenewswire.com&utm_medium=referral&utm_campaign=Paid_globenewswire

³⁷ CEDH, Grande Chambre, 24 janvier 2017, Paradiso et Camanelli c. Italie Paradiso, aff. n° 25358/12, §10 et §11, URL : <https://www.ieb-eib.org/docs/pdf/2017-01/doc-1554801216-18.pdf>.

³⁸ CEDH, 18 mai 2021, Valdís Fjólisdóttir et autres c. Islande, aff n° 71552/17, URL : [https://hudoc.echr.coe.int/fre#{%22itemid%22:\[%22001-209992%22\]}](https://hudoc.echr.coe.int/fre#{%22itemid%22:[%22001-209992%22]})

³⁹ URL : https://www.iss-ssi.org/images/Surrogacy/VeronaPrinciples_25February2021.pdf

⁴⁰ Muriel Fabre-Magnan, *Les trois niveaux d'appréciation de l'intérêt de l'enfant. A propos de la gestation pour autrui*, Recueil Dalloz 2015, p.244.

Sans préjuger de leurs résultats définitifs, **ces tentatives de régulation de la GPA présentent le problème de ne traiter que de l'aspect de l'intérêt général des enfants déjà nés.**

En cela, ils avalisent déjà l'idée **d'écarter la prise en compte de l'intérêt général des enfants à naître d'un outil de droit international**, et cantonnent la réflexion à la prise en charge de faits accomplis.

Ces tentatives s'écartent de la direction prise jusqu'à présent par le droit international en matière de protection de l'enfant. Le *Protocole facultatif de la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants* prend spécifiquement en compte l'intérêt général des enfants à naître dans son article 2 en interdisant la vente d'enfants. En effet, l'interdiction de la vente d'enfants s'applique aux enfants déjà nés et aux enfants à naître.

A l'inverse, l'esprit des démarches de régulation de la GPA susmentionnées est uniquement de donner un cadre aux enfants déjà victimes de vente, au lieu d'interdire la vente d'enfants.

Ces tentatives de régulation de la GPA dans l'intérêt de l'enfant sont par ailleurs inapplicables :

- (i) Ces règles proposent d'intervenir en amont du contrat de GPA dans la **sélection des clients**. Il s'agirait d'un ensemble de critères qui définirait l'intérêt supérieur de l'enfant avant sa naissance, de manière abstraite. Cette approche s'oppose à l'intérêt particulier de l'enfant déjà né.

L'adoption n'est pas soumise à cette difficulté car elle attribue une filiation sur la base d'une évaluation concrète de l'intérêt particulier de l'enfant déjà né. A l'inverse, une GPA régulée attribue nécessairement une filiation à un enfant qui n'est pas encore né, c'est-à-dire qu'elle ne peut pas prendre en compte son intérêt particulier. Les critères définis en amont de sa conception ne sont pas suffisants à prendre en compte ses intérêts dans les circonstances particulières de sa venue au monde, comme par exemple en cas de handicap.

- (ii) Ces **tentatives de régulation omettent le pouvoir du marché de la GPA**. Ainsi, par exemple pour la sélection des clients, les intermédiaires ne sont pas des agents fiables pour assurer une régulation. Par leurs intérêts financiers, ils se trouvent juges et parties.

Quant au rôle des Etats, la pratique qui s'observe est celle d'un **dumping éthique**. Profitant des variétés de législations de la GPA et d'interprétations différentes de l'intérêt de l'enfant, les clients choisiront les cadres réglementaires qui leurs sont les plus favorables. Des comparateurs en lignes sur internet facilitent déjà cela en orientant les clients vers les différents pays et cliniques en fonction des prestations attendues⁴¹. Ainsi, régulée ou pas, la seule vraie condition pour effectuer une GPA est, et sera, d'avoir suffisamment d'argent.

- (iii) Le parfait **consentement** d'une mère porteuse à toutes les étapes du processus, à supposer qu'il justifie une vente d'enfant, sera d'une difficulté inextricable à évaluer - tant dans les situations de pression économique que dans les situations de liens interfamiliaux ou amicaux.

Seul l'interdit de la GPA empêche le dumping éthique et respecte l'intérêt général des enfants à naître, l'intérêt général des enfants déjà nés et l'intérêt particulier des enfants déjà nés.

⁴¹ <https://babygest.com/en/surrogacy-abroad/>

- ⇒ **Juristes pour l'enfance appelle à l'arrêt des travaux de la Conférence de la Haye en raison du biais méthodologique et idéologique adopté.**
- ⇒ **Juristes pour l'enfance invite la Rapporteuse spéciale à préparer et encourager un outil de droit international interdisant toutes les GPA.**

RECOMMANDATIONS

Au regard de l'ensemble de ces éléments, Juriste pour l'enfance recommande à la Rapporteuse spéciale sur la vente et l'exploitation sexuelle des enfants de l'ONU :

1. **De reconnaître que les GPA sont des ventes d'enfant** au sens de l'article 2 du *Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants* et l'article 35 de la *Convention internationale de l'enfant*.
2. **De reconnaître que les GPA internationales sont un contournement de l'adoption internationale**, qui empêchent de prendre en compte l'intérêt supérieur de l'enfant et annulent les progrès apportés par la *Convention internationale des droits de l'enfant* et le *Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants*.
3. **D'encourager l'établissement d'une convention internationale d'abolition des GPA.**

ANNEXES

ANNEXE 1 : CHIFFRES CLEFS DU MARCHE DE LA GESTATION POUR AUTRUI⁴²

Global Surrogacy Market, By Age Group, 2020 (USD Million)



■ Below 35 years ■ 35-37 years ■ 38 - 39 years ■ 40-42 years ■ 43-44 years ■ Over 44 years

Source: www.gminsights.com



ANNEXE 2 : EVOLUTION DU NOMBRE D'ADOPTION INTERNATIONALE DEPUIS 2004⁴³

⁴² URL : <https://www.gminsights.com/industry-analysis/surrogacy-market>

⁴³ URL : <https://assets.hcch.net/docs/a8fe9f19-23e6-40c2-855e-388e112bf1f5.pdf>

Table 1: RECEIVING STATES 2004-20 - Ranked by total adoptions in period

| 8-2-2022 | 26 Receiving States 2004-2020 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|-----------------|-------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|--------------|--------------|--------------|--------------|----------------|--|
| COUNTRY | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2004-2020 | |
| USA | 22,988 | 22,735 | 20,871 | 19,605 | 17,487 | 12,753 | 12,149 | 9,320 | 8,688 | 7,984 | 6,441 | 5,648 | 5,372 | 4,714 | 4,059 | 2,970 | 1,622 | 184,276 | |
| Italy | 3,402 | 2,874 | 3,188 | 3,420 | 3,977 | 3,964 | 4,130 | 4,022 | 3,106 | 2,825 | 2,206 | 2,216 | 1,872 | 1,439 | 1,394 | 1,205 | 868 | 45,909 | |
| Spain | 5,641 | 5,423 | 4,472 | 3,648 | 3,156 | 3,006 | 2,891 | 2,573 | 1,889 | 1,191 | 827 | 801 | 574 | 542 | 458 | 375 | 195 | 37,340 | |
| France | 4,078 | 4,136 | 3,977 | 3,182 | 3,270 | 3,017 | 3,508 | 2,003 | 1,689 | 1,343 | 1,089 | 816 | 956 | 885 | 815 | 421 | 244 | 34,889 | |
| Canada | 1,949 | 1,858 | 1,668 | 1,716 | 1,814 | 1,895 | 1,800 | 1,518 | 1,162 | 1,243 | 905 | 896 | 790 | 621 | 658 | 676 | 418 | 20,841 | |
| TOP FIVE | 37,959 | 37,026 | 33,876 | 31,650 | 29,484 | 24,435 | 24,338 | 19,434 | 18,174 | 13,896 | 11,448 | 10,376 | 9,564 | 8,001 | 7,182 | 5,647 | 3,146 | 323,236 | |
| Sweden | 1,109 | 1,083 | 879 | 800 | 793 | 912 | 728 | 630 | 642 | 450 | 408 | 400 | 342 | 297 | 282 | 170 | 92 | 9,897 | |
| Netherlands | 1,307 | 1,185 | 816 | 782 | 767 | 682 | 705 | 628 | 488 | 401 | 354 | 304 | 214 | 210 | 156 | 145 | 70 | 9,114 | |
| Germany | 744 | 720 | 661 | 783 | 716 | 606 | 513 | 624 | 452 | 288 | 227 | 200 | 196 | 96 | 91 | 85 | 81 | 7,083 | |
| Norway | 705 | 582 | 448 | 428 | 304 | 344 | 343 | 304 | 239 | 144 | 152 | 132 | 126 | 125 | 95 | 89 | 40 | 4,599 | |
| Denmark | 528 | 586 | 450 | 426 | 395 | 496 | 419 | 338 | 219 | 178 | 124 | 97 | 84 | 79 | 64 | 46 | 23 | 4,550 | |
| TOP TEN | 42,353 | 41,182 | 37,130 | 34,787 | 32,469 | 27,475 | 27,948 | 21,858 | 18,114 | 16,155 | 12,713 | 11,508 | 10,528 | 8,808 | 7,850 | 6,052 | 3,452 | 358,478 | |
| Belgium | 470 | 471 | 383 | 355 | 364 | 429 | 388 | 351 | 260 | 176 | 166 | 137 | 121 | 124 | 104 | 75 | 52 | 4,431 | |
| Switzerland | 567 | 389 | 410 | 384 | 269 | 288 | 293 | 238 | 194 | 159 | 92 | 92 | 73 | 75 | 52 | 62 | 35 | 3,872 | |
| Australia | 370 | 434 | 421 | 405 | 270 | 269 | 222 | 217 | 167 | 138 | 114 | 83 | 82 | 89 | 86 | 57 | 37 | 3,410 | |
| Ireland | 398 | 368 | 313 | 352 | 422 | 307 | 281 | 188 | 117 | 72 | 34 | 82 | 64 | 63 | 41 | 33 | 29 | 3,102 | |
| UK | 333 | 369 | 383 | 356 | 226 | 209 | 173 | 163 | 120 | 124 | 88 | 58 | 64 | 60 | 71 | 52 | 63 | 2,842 | |
| Finland | 289 | 308 | 218 | 178 | 167 | 187 | 160 | 163 | 178 | 141 | 142 | 93 | 68 | 70 | 64 | 67 | 27 | 2,485 | |
| Israel | 226 | 191 | 176 | 218 | 160 | 120 | 114 | 115 | 88 | 69 | 42 | 37 | 22 | 17 | 17 | 11 | 5 | 1,619 | |
| N Zealand | 339 | 30 | 20 | 49 | 39 | 18 | 13 | 19 | 25 | 42 | 22 | 12 | 22 | 23 | 18 | 13 | 12 | 714 | |
| Malta | 48 | 39 | 60 | 64 | 53 | 34 | 42 | 50 | 57 | 19 | 11 | 18 | 8 | 46 | 53 | 31 | n/a | 628 | |
| Luxembourg | 58 | 41 | 45 | 23 | 28 | 38 | 32 | 26 | 32 | 17 | 13 | 18 | 19 | 18 | 12 | 18 | 5 | 436 | |
| Iceland | 29 | 41 | 19 | 18 | 13 | 17 | 18 | 19 | 17 | 8 | 11 | 20 | 6 | 6 | 5 | 6 | 5 | 266 | |
| Slovenia | 3 | 3 | 16 | 3 | 6 | 14 | 21 | 18 | 35 | 15 | 14 | 16 | 11 | 14 | 14 | 16 | 5 | 218 | |
| Cyprus | 3 | 3 | 0 | 19 | 16 | 12 | 4 | 12 | 1 | 2 | 2 | 4 | 0 | 0 | 0 | 0 | n/a | 78 | |
| Andorra | 3 | 1 | 4 | 6 | 6 | 7 | 9 | 2 | 1 | 4 | 2 | 0 | 2 | 2 | 0 | 3 | 0 | 61 | |
| Monaco | n/a | 0 | 0 | 1 | 3 | 4 | 1 | 2 | 1 | 4 | 1 | 3 | 0 | 1 | 1 | 0 | 3 | 22 | |
| TOTAL | 45,482 | 43,868 | 39,577 | 37,248 | 34,466 | 28,421 | 28,736 | 23,428 | 19,393 | 16,143 | 13,436 | 12,177 | 11,065 | 9,382 | 8,356 | 6,524 | 3,718 | 382,420 | |
| No. of states | 23 | 24 | 23 | 26 | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | 24 | 23 | 24 | 23 | 23 | 22 | 22 | 22,25 | |
| % To USA | 50.5% | 51.8% | 52.2% | 52.8% | 50.7% | 43.3% | 42.3% | 39.8% | 44.7% | 43.9% | 47.9% | 45.4% | 48.5% | 50.2% | 48.6% | 45.5% | 43.6% | 48.2% | |

ANNEXE 3 : EXEMPLE D'UN CONTRAT DE GPA RUSSE⁴⁴

ДОГОВОР ОКАЗАНИЯ КОНСУЛЬТАЦИОННЫХ УСЛУГ № _____

CONSULTING AGREEMENT # _____

Общество с ограниченной ответственностью «СБ-Консалтинг» (ООО «СБК») в лице Генерального директора Мотаева Вячеслава Викторовича, действующего на основании Устава, (в дальнейшем именуемое «Исполнитель») с одной стороны и _____ (в дальнейшем именуемая «Заказчик») с другой стороны заключили настоящий Договор _____ марта 2013 г. в г. Калининград, Российская Федерация.

SB Consulting Limited Liability Company (SBC LLC) represented by the General Manager Viatcheslav Motayev acting under the Charter (hereinafter referred to as "Consultant") for one part, and _____ (hereinafter referred to as "Client") for the other part, have concluded this Agreement as of March _____, 2013 in Kaliningrad, Russian Federation.

ПОСКОЛЬКУ Заказчик и Исполнитель (в дальнейшем именуемые «Стороны») решили заключить настоящий Договор, согласно которому Исполнитель оказывает Заказчику консультационные услуги на условиях данного Договора, и

WHEREAS, the Client and the Consultant (hereinafter referred to as "Parties") desire to enter into the Agreement whereby the Consultant will provide certain consulting services for the Client on the terms and conditions hereinafter set forth; and

ПОСКОЛЬКУ Исполнитель готов оказать данные консультационные услуги Заказчику,

WHEREAS, the Consultant is willing to provide such consulting services for the Client,

ПОСТОЛЬКУ Стороны заключили настоящий Договор о нижеследующем:

NOW, THEREFORE, the Parties hereto agree as follows:

1. Обязательства. Настоящим Исполнитель обязуется оказать консультационные услуги, которые могут быть обоснованно затребованы Заказчиком, с учетом Договора, заключенного между Заказчиком и Суррогатной Матерью (в дальнейшем именуемой «Суррогатная Мать»).

1. Engagement. The Consultant hereby agrees to provide such consulting services for the Client as may be reasonably requested by the Client in consideration of the Agreement between the Client and Surrogate Mother (hereinafter referred to as "Surrogate Mother").

2. Условия оказания консультационных услуг. Исполнитель обязуется в силу своих возможностей, качественно и добросовестно оказывать данного вида услуги, используя для этого свое время, усилия и опыт, необходимые для исполнения обязательств по данному Договору в течение срока его действия, в соответствии с основной целью, состоящей в минимизации затрат со стороны Заказчика.

2. Extent of Consulting Services. The Consultant agrees to perform such services to the best of their ability, in a diligent and conscientious manner and to devote appropriate time, energies and skills to the obligations hereunder during the term of this Agreement and to act in a manner consistent with the primary objective of minimizing the Client's expenses.

3. Срок действия. Исполнитель приступает к исполнению обязательств с момента подписания Сторонами настоящего Договора в указанную дату и прекращает их исполнение после получения российского свидетельства о рождении на ребенка (детей), зачатие и роды которого (которых) состоятся вследствие программы гестационного суррогатного материнства (в дальнейшем именуемой «Программа») от имени Заказчика, за исключением случаев досрочного расторжения в порядке, установленном в Разделе 6 настоящего Договора.

3. Term. The engagement of the Consultant hereunder shall commence from the signing of this Agreement by the Parties on the effective date and shall cease after the receipt of the Russian birth certificate for the child (children) conceived and born in consequence of the gestational surrogacy program (hereinafter referred to as "Program") on behalf of the Client, unless earlier terminated pursuant to the Section 6 hereof.

44 URL :

<https://dora.dmu.ac.uk/bitstream/handle/2086/15036/PhD%20Thesis.%20Weis.%20Reproductive%20Migrations.%20Final%20Version.Dec%202017.pdf?sequence=1>

4. Компенсация.

4.1. В качестве компенсации услуг, предусмотренных данным Договором, и исполнения обязательств Исполнителем Заказчик выплачивает Исполнителю общую сумму в размере **55 000 (пятидесяти пяти тысяч) евро** («Компенсация за консультационные услуги»), которая подлежит выплате тремя траншами. Первый транш в размере **25 000 евро** подлежит выплате по подписанию настоящего Договора. Второй транш в размере **15 000 евро** подлежит выплате после подтверждения беременности Суррогатной Матери. Третий транш в размере **15 000 евро** подлежит выплате после рождения ребенка (детей). Компенсация за консультационные услуги включает в себя услуги и расходы, перечисленные в приложении «А».

4.2. Если четвертая попытка переноса замороженных эмбрионов (ПЗЭ) оказалась недостаточной (попытка считается недостаточной, если замороженные эмбрионы после разморозки в день запланированного переноса имеют плохое качество для выполнения попытки ПЗЭ, ИЛИ если качество эндометрия Суррогатной Матери не является оптимальным для попытки ПЗЭ, ИЛИ если первый тест на определение беременности после попытки ПЗЭ является отрицательным, ИЛИ если выполненная попытка ПЗЭ заканчивается выкидышем или мертворождением) и если Заказчик решает не прекращать полностью Программу после четвертой недостаточной попытки, Заказчик обязан дополнительно оплачивать каждую последующую попытку — **2 500 евро** за попытку использованием оставшихся замороженных эмбрионов, ИЛИ **6 500 евро**, если замороженных эмбрионов нет в наличии и необходима новая стимуляция Суррогатной Матери и новая попытка ЭКО. Данное справедливо для всех последующих попыток.

4.3. В случае рождения двойни Заказчик выплачивает Исполнителю дополнительно **5 000 евро** в трехдневный срок после родов. В случае рождения тройни Заказчик выплачивает Исполнителю дополнительно **10 000 евро** в трехдневный срок после родов.

4.4. Если Заказчик полностью прекращает Программу, то Заказчик выплачивает следующие суммы, которые вычитаются из уже произведенных им платежей: **10 000 евро** в качестве компенсации организационных расходов + **10 000 евро** в качестве компенсации за юридические услуги + **6 500 евро** за каждую попытку ЭКО + **2 500 евро** за каждую попытку переноса замороженных эмбрионов + **1 500 евро** за каждый месяц, прошедший с момента подписания настоящего Договора.

4.5. Если Заказчик полностью прекращает Программу после начала стимуляции выбранной Суррогатной Матери и до выполнения попытки ПЗЭ, то Заказчик обязан компенсировать все медицинские расходы, а также выплатить Исполнителю компенсацию Суррогатной Матери в размере **5 000 евро**.

4.6. Программу невозможно прекратить после начала осуществления меди-

4. Compensation.

4.1. As compensation for the services contemplated herein and for performance rendered by the Consultant of their obligations hereunder, the Client shall pay to the Consultant an aggregate amount equal to **EUR 55,000** (the "Consulting Fee"), earned and payable in three instalments. The first instalment equal to **EUR 25,000** will be payable upon signing this Agreement. The second instalment equal to **EUR 15,000** will be payable upon selected Surrogate Mother's pregnancy confirmation. The third instalment equal to **EUR 15,000** will be payable upon delivery of the child (children). The Consulting Fee would cover the payment for the services and expenses listed in the Exhibit A.

4.2. If the fourth frozen embryo transfer (FET) attempt fails (an attempt is considered failed if the frozen embryos are of bad quality after their planned defrosting on a day of FET, OR if the state of Surrogate Mother's endometrium is not optimal for a FET attempt, OR if the first pregnancy test after a FET attempt is negative, OR if a completed FET attempt would lead to a miscarriage or stillbirth) and if the Client decides not to cancel the Program definitely after the fourth failed attempt, the Client has to pay extra for every further attempt — **EUR 2,500** for an attempt with remaining frozen embryos, OR **EUR 6,500** if no remaining frozen embryos are left, a new stimulation of the Surrogate Mother and new IVF attempt is required. The same refers to all further attempts.

4.3. In case of twins the Client will pay to the Consultant additionally **EUR 5,000** within three days after the delivery. In case of triplets the Client will pay to the Consultant additionally **EUR 10,000** within three days after the delivery.

4.4. If the Client cancels the Program definitely, the following costs will be debited from the amounts already paid: **EUR 10,000** as Organization Fee + **EUR 10,000** as Legal Fee + **EUR 6,500** for every IVF attempt + **EUR 2,500** for every frozen embryo transfer attempt + **EUR 1,500** for every month elapsed since the signing of this Agreement.

4.5. If the Client cancels the Program definitely after the stimulation of the chosen Surrogate Mother has started and before a FET attempt has been performed, the Client shall compensate for all medical expenses and also pay to the Consultant the Surrogate Mother's compensation equal to **EUR 5,000**.

4.6. The Program cannot be cancelled if the medical part of Program has started

2

цинской части Программы, или в случае беременности Суррогатной Матери. В случае если Заказчик нарушает условия настоящего Договора и тем не менее прекращает Программу в одностороннем порядке, выплаченные им суммы не возвращаются, и Заказчик обязан выплатить все дополнительные суммы, указанные в Разделе 4 настоящего Договора. В случае одностороннего прекращения Программы Заказчик также обязан выплатить Исполнителю **15 000 евро** в качестве Компенсации за прекращение Программы.

4.7. Единственное обязательство Заказчика состоит в том, чтобы выплатить Исполнителю суммы, предусмотренные в Разделе 4 настоящего Договора. Исполнитель ни при каких условиях не считается и не будет считаться работником, нанятым Заказчиком.

4.8. В случае если Суррогатная Мать забеременеет, но не сможет выносить ребенка (детей), данное рассматривается как недостаточная попытка. Заказчик имеет право на продолжение Программы на тех же условиях с той же Суррогатной Матерью. Заказчик обязан выплатить Исполнителю сумму в размере **1 250 евро** в качестве дополнительной компенсации Суррогатной Матери.

4.9. В случае отказа Суррогатной Матери после родов дать согласие на запись имен Заказчика и супруги (супруга) Заказчика в книгу записи рождений в качестве родителей ребенка (детей), Исполнитель в установленном законом порядке оказывает содействие Заказчику в подаче иска об оспаривании материнства Суррогатной Матери и отцовства супруга Суррогатной Матери и установлении материнства Заказчика и отцовства супруга Заказчика, при этом никаких дополнительных выплат Заказчиком не производится. В случае выноса окончательного судебного решения об отказе признания родительских прав Заказчика и супруги (супруга) Заказчика, по выбору Заказчика возможен один из следующих вариантов:

4.9.1. Денежные средства, выплаченные Заказчиком Исполнителю по настоящему Договору, возвращаются Заказчику в течение 30 рабочих дней с момента получения официального текста вышеуказанного судебного решения, ИЛИ

4.9.2. Программа возобновляется с другой кандидатурой Суррогатной Матери по выбору Заказчика, при этом никаких дополнительных выплат за возобновление и продолжение Программы Заказчиком не производится, а отсчет срока действия Договора при исчислении выплат, предусмотренных настоящим Договором, ведётся с момента утверждения новой кандидатуры Суррогатной Матери Заказчиком. Компенсация прежней Суррогатной Матери не выплачивается, а финансовые взаимоотношения Заказчика и прежней Суррогатной Матери (штрафные санкции, которые могут предъявляться Заказчиком Суррогатной Матери) регулируются в соответствии с подписанным между ними соглашением об оказании услуг Суррогатной Матери и действующим законодательством Российской Федерации.

or if the Surrogate Mother got pregnant. If nevertheless the Client cancels the Program unilaterally in violation of the terms hereof, no refund is made and the Client's obligation to pay additional expenses listed in this section will be valid. In case of unilateral cancellation of the Program the Client shall also pay to the Consultant **EUR 15,000** as Program Cancellation Fee.

4.7. The Client's sole obligation shall be to pay to the Consultant the amounts contemplated in the Section 4 of this Agreement. The Consultant is not and shall not be deemed an employee of the Client for any purpose.

4.8. In case the Surrogate Mother gets pregnant, but fails to carry the child (children), this will be regarded as a failed attempt. The Client is entitled to continue the Program under the same terms with the same Surrogate Mother. The Client shall pay to the Consultant the amount equal to **EUR 1,250** as an additional Surrogate Mother's compensation.

4.9. In case the Surrogate Mother refuses to give her consent for the entry of the Client's and Client's spouse names into the birth register as the parents of the child (children) after the delivery, the Consultant will assist the Client to file a claim disputing the maternity of the Surrogate Mother and paternity of the Surrogate Mother's spouse and establishing filiation of the Client in accordance with the procedure established by law at no surcharge. In case there is the final court judgement to refuse the acknowledgement of the Client's and the Client's spouse parental rights, the Client is entitled to choose one of the following options:

4.9.1. Funds paid by the Client to the Consultant under this Agreement will be reimbursed to the Client within the 30 days from the receipt of the official text of the above mentioned court judgement, OR

4.9.2. The Program will be resumed with another Surrogate Mother chosen by the Client, at no surcharge for resumption and continuation of the Client's Program, and the term for payment calculation under this Agreement will be counted starting with the Client's approval of the new Surrogate Mother. The former Surrogate Mother will receive no compensation; financial relations of the Client and the former Surrogate Mother (punitive damages brought by the Client for the Surrogate Mother) will be regulated in accordance with the signed agreement between the Client and the former Surrogate Mother as well as with the effective legislation of the Russian Federation.

3

4.10. Если в результате медицинских анализов будут выявлены значительные отклонения и аномалии в развитии плода, Заказчик имеет право потребовать прервать беременность (расходы на организацию прерывания беременности несет Заказчик). Решение о прерывании беременности в подобном случае может принято лишь Заказчиком. Указание о прерывании беременности дается Заказчиком в письменном виде. Значительные отклонения и аномалии в развитии плода и/или прерванная беременность в данном случае будут считаться недостаточной попыткой. Заказчик обязан выплатить Исполнителю сумму в размере **1 250 евро** в качестве дополнительной компенсации Суррогатной Матери. Если Суррогатная Мать отказывается прерывать беременность в данных условиях, Заказчик не несет ни юридической, ни экономической ответственности за ребенка (детей), рожденного (рожденных) Суррогатной Матерью.

4.11. Если по каким-либо медицинским основаниям (связанным с участием Суррогатной Матери в Программе Заказчика) Суррогатная Мать больше не может продолжать участие в Программе, Заказчик имеет право выбрать другую кандидатуру без дополнительных затрат. Если существуют какие-либо иные причины (не связанные с участием Суррогатной Матери в Программе Заказчика) или если Заказчик по собственной инициативе желает выбрать другую кандидатуру Суррогатной Матери, он обязан дополнительно выплатить Исполнителю сумму в размере **5 000 евро**.

4.12. В случае заболевания Суррогатной Матери в результате ее участия в Программе Заказчика, Заказчик НЕ ОБЯЗАН оплачивать все расходы на ее лечение. При наличии медицинских показаний к выполнению кесарева сечения Суррогатной Матери во время родов Заказчик НЕ ОБЯЗАН оплачивать расходы, связанные с кесаревым сечением, и НЕ ОБЯЗАН выплачивать дополнительную компенсацию Суррогатной Матери.

4.13. В случае смерти Суррогатной Матери в результате ее участия в Программе Заказчика, Заказчик обязан выплатить Исполнителю дополнительную компенсацию в размере **10 000 евро**.

4.14. В случае выкидыша или мертворождения ребенка (детей) раньше 250 го дня беременности или смерти ребенка (детей) после родов, но раньше 250 го дня беременности, данное рассматривается как недостаточная попытка.

4.15. Своевременно и при каждой доступной возможности Исполнитель предоставляет Заказчику посредством электронной почты еженедельные отчеты о протекании беременности, состоянии здоровья Суррогатной Матери и ребенка (детей), о любых проблемах, касающихся их здоровья, обо всех анализах, медицинских осмотрах и их результатах, а также обо всех событиях и происшествиях, которые могут отозвать или помешать исполнению прав Заказчика, предусмотренных настоящим Договором.

4.10. In case of serious malformations and abnormalities in the development of the foetus proven by corresponding medical documentation, the Client has the right to apply for pregnancy interruption (to be arranged at the Client's expense). The decision to interrupt the pregnancy can be taken solely by the Client. The application for pregnancy interruption shall be provided by the Client in writing. Serious malformations and abnormalities of foetus and/or interrupted pregnancy in such a case will be considered as a failed attempt. The Client shall pay to the Consultant the amount equal to **EUR 1,250** as an additional Surrogate Mother's compensation. If the Surrogate Mother refuses to interrupt the pregnancy in such a case, the Client shall not be neither legally nor financially responsible for the child (children) born to the Surrogate Mother.

4.11. If there is any medical reason (caused by the Surrogate Mother's participation in the Client's Program) not permitting the Surrogate Mother to continue her participation in the Program, the Client is entitled to choose another Surrogate Mother at no surcharge. If there is any other reason (not caused by the Surrogate Mother's participation in the Client's Program) or if it is the Client's wish to choose another Surrogate Mother, the Client shall pay to the Consultant additionally the amount equal to **EUR 5,000**.

4.12. In case of Surrogate Mother's illness due to her/their participation in the Client's Program, the Client SHALL NOT compensate any costs related to her recovery. If there are medical indications for a Caesarean section during the delivery, the Client SHALL NOT compensate any expenses related to the Caesarean section and SHALL NOT pay any additional Surrogate Mother's compensation.

4.13. In case of the Surrogate Mother's death due to her participation in the Client's Program, the Client will have to pay to the Consultant an additional compensation equal to **EUR 10,000**.

4.14. In the event of miscarriage or stillbirth of the child (children) before the 250th day of the pregnancy or death of the child (children) after the birth but before the day 250th, it will be considered as a failed attempt.

4.15. To the best of their ability, the Consultant shall provide timely and accurate reports by e-mail on a weekly basis to the Client with respect to the pregnancy, conditions of the Surrogate Mother and the child (children) and any difficulties affecting either of each, all tests, examinations and their associated results as well all matters and events which may arise preventing or depriving the Client to exercise any of his rights under this Agreement.

4

5. Возмещение дополнительных расходов.

Дополнительными расходами считаются расходы со стороны Исполнителя в период исполнения его обязательств по Договору, которые не перечислены в приложении «А» настоящего Договора. Заказчик выплачивает и возмещает Исполнителю все дополнительные расходы, возникшие в период исполнения его обязательств, при условии, что такие расходы заранее были утверждены Заказчиком. Заказчик может отказаться в одностороннем порядке от утверждения таких расходов. Заказчик обязан возместить указанные расходы в течение семи дней с момента предоставления Исполнителем документации, подтверждающей эти расходы.

Заказчик может отказаться от выплаты или возмещения каких-либо расходов Исполнителя, если такие расходы не были им утверждены в соответствии с положениями настоящего Договора.

6. Порядок расторжения договора. Данный Договор может быть расторгнут:

6.1. По уведомлении Заказчиком Исполнителя о своем решении полностью прекратить Программу. Уведомление должно быть представлено в письменной форме, заверено нотариусом и отправлено Исполнителю экспресс почтой. Копия уведомления должна быть отправлена Исполнителю по электронной почте.

6.2. После рождения ребенка (детей) и получения свидетельства о рождении с записью Заказчика в качестве матери ребенка (детей), рожденного (рожденных) в результате реализации Программы Заказчика.

После расторжения настоящего Договора оставшиеся криоконсервированные сперма и эмбрионы (если таковые будут иметься) будут использованы в соответствии с решением Заказчика.

7. Конфиденциальность данных. Исполнитель и Заказчик, а также их служащие, адвокаты, работники банка и бухгалтеры обязуются в течение срока действия или после расторжения или истечения срока действия настоящего Договора (несмотря на способ, мотив, время и причину), то же самое для непосредственной выгоды Заказчика, напрямую или косвенно не разглашать и не доводить до сведения любого неуполномоченного лица конфиденциальные данные или профессиональные тайны, включая (но не ограничиваясь) сведения относительно Договора между Заказчиком и Суррогатной Матерью, имена, адреса или персональные данные Заказчика и Суррогатной Матери и другие сведения, полученные от Заказчика или Заказчиком (исключая лиц, имеющих полномочия на получение этих сведений).

Стороны соглашаются НЕ обнародовать какую-либо информацию в средствах

5. Reimbursement of Additional Expenses.

Additional expenses are any expenses reasonably incurred by the Consultant in furtherance of their duties hereunder that are not listed in the Exhibit A of this Agreement. The Client shall pay or reimburse the Consultant for all additional expenses reasonably incurred by them in furtherance of their duties hereunder, provided however, such expenses shall have been authorized by the Client prior to the date on which they are incurred by the Consultant, which authorization may be withheld by the Client in his sole discretion. The Client will make reimbursement for such expenses within seven days of presentation by the Consultant from time to time of appropriate documentation evidencing such expenditures.

The Client shall be under no obligation to pay or reimburse any expense of the Consultant, which has not been authorized by the Client in accordance with the terms of this Agreement.

6. Termination. This Agreement shall be terminated as follows:

6.1. As soon as the Client lets the Consultant know about his desire to cancel the Program definitely. The definite notification must be done in writing, certified by a notary and sent to the Consultant by an express mail service, copy of the same should be sent via e-mail.

6.2. After the delivery of the child (children) and receipt of birth certificate with the entry of the Client as the father of the child (children) born to the Client as a result of the Program.

When this Agreement is terminated, remaining frozen sperm and embryos (if any) will be used in accordance with the Client's expressed decision.

7. Confidential Information. The Consultant, the Client and their employees, attorneys, bankers and accountants shall not, at any time during or following expiration or termination of the engagement hereunder (regardless of the manner, reason, time or cause thereof) directly or indirectly disclose or furnish to any person not entitled to receive, the same for the immediate benefit of the Client, any secrets or confidential information including, without limitation, information as to the Agreement between the Client and the Surrogate Mother, names, addresses or personal data of the Client and the Surrogate Mother, or other terms extended by and to the Client (excluding persons entitled to this information).

The Parties hereto agree NOT to provide any information to the mass media

5

массовой информации и не разглашать ее другим лицам/организациям, что может повлечь за собой идентификацию личностей любой из Сторон, Суррогатной Матери и ребенка (детей), если все Стороны не дадут на то своего письменного согласия до рождения ребенка (детей). Исполнитель и Заказчик обязуются хранить в тайне, не использовать и не разглашать, если на это не дается согласие в рамках настоящего Договора:

7.1. конфиденциальные сведения о другой Стороне и

7.2. условия настоящего Договора, кроме случаев согласия или договоренности с другой стороной, или если это требуется согласно действующим законам или административным или судебным процедурам, и только при заблаговременном обоснованном уведомлении другой Стороны о необходимости такого разглашения. Исполнитель обязуется предпринять все возможные меры предосторожности для соблюдения конфиденциальности всех данных.

8. Особые условия. Исполнитель обязуется:

8.1. качественно и сознательно выполнять свои обязательства по настоящему Договору;

8.2. не осуществлять деятельность, которая противоречит благосостоянию и интересам Заказчика;

8.3. еженедельно информировать Заказчика о протекании беременности посредством передачи информации о проведенных к этому моменту медицинских анализов и осмотров, результатах ультразвукового обследования, проведенного с помощью специального оборудования для ультразвукового исследования развития плода (7 обследований, выполненных на 6-7 неделе, 8-9 неделе, 12-13 неделе, 20-21 неделе, 24 неделе, 32 неделе и 36 неделе беременности);

8.4. консультировать Заказчика вплоть до его выезда с территории Российской Федерации с ребёнком (детьми), рождённ(и) в результате реализации Программы Заказчика, по всем юридическим вопросам, которые могут возникнуть у Заказчика.

9. Целостность договора. Настоящий Договор составлен на основе окончательного соглашения между Заказчиком и Исполнителем и заменяет все предыдущие соглашения между Заказчиком и Исполнителем, будь то устные или письменные, относительно предмета настоящего Договора. Настоящий Договор включает в себя все соглашения, обязательства, заявления и гарантии, ранее выраженные или предполагаемые, письменные или устные. Относительно предмета настоящего Договора между Сторонами не существует других договоров. Все предыдущие переговоры, обсуждения, возможные и вероятные соглашения и заявления, касающиеся вышеупомянутого предмета, теряют силу или включены в настоящий Договор.

or any other individual/organization that would lead to disclosure of the identity of any Party, the Surrogate Mother or the Egg Donor, unless all Parties have consented to each other in writing to such disclosure, prior to the birth of the child (children). The Consultant and the Client shall hold in confidence and not use or disclose, except as permitted by this Agreement:

7.1. confidential information on the other Party and

7.2. the terms of this Agreement, except upon consent of the other Party or pursuant to, or as may be required by law, or in connection with regulatory or administrative proceedings and only then with reasonable advance notice of such disclosure to the other Party. The Consultant shall take all reasonable precautions to protect the secrecy of all data.

8. Covenants. The Consultant agrees to

8.1. faithfully and diligently do and perform the acts and duties required in connection with their engagement hereunder, and

8.2. not engage in any activity which is or is likely to be contrary to the welfare and interest of the Client.

8.3. inform the Client about the evolution of the pregnancy on a weekly basis by the transmission of all medical tests and observations and the results of ultrasound screening made by a professional foetal ultrasound scanner (7 scans : 6-7th week, 8-9th week, 12-13th week, 20-21st week, 24th week, 32nd week, 36th week of pregnancy).

8.4. provide consultations to the Client on all legal issues which may arise with the Client till their departure from the territory of the Russian Federation with the child (children) born to the Client as a result of the Program.

9. Entire Agreement. This Agreement sets forth the entire agreement between the Client and the Consultant and supersedes any and all prior agreements between the Client and the Consultant on subject hereunder, either oral or written. All agreements, covenants, representations, and warranties, expressed or implied, oral or written, are contained herein. Either party has made no other agreements to the other regarding the subject matter of this Agreement. All prior conversations, negotiations, possible and alleged agreements and representations with respect to the subject matter herein are waived or merged herein.

10. Разъяснение. Стороны, принимая во внимание то, что положения настоящего Договора верны, понятны и выполнимы во всех отношениях, соглашаются: если какое-либо положение настоящего Договора суд признает недействительным или невыполнимым в любой юрисдикции, это не влечет за собой недействительность всего Договора, а только положений, которые признаны недействительными, а также не влечет за собой недействительность вышеуказанных положений, выполнимых в другой юрисдикции. Если какое-либо положение настоящего Договора признается недействительным или невыполнимым, оно считается отделенным от оставшейся части настоящего Договора. Если какое-либо положение признано недействительным в силу своего объема, оно считается действительным в рамках объема, допустимого по закону.

11. Уведомление. Вся коммуникация, предусмотренная настоящим Договором или осуществляемая по желанию одной из сторон, должна происходить в письменном виде и отправляться с уведомлением посредством сертифицированных или зарегистрированных почтовых служб или по электронной почте или факсу или вручаться адресатам лично по следующим адресам:

11.1. Исполнитель:

Общество с ограниченной ответственностью «СБ-Консалтинг» (ООО СБК)
 Российская Федерация,
 236010 г. Калининград,
 проспект Мира, 136
 Мотаеву Вячеславу Викторовичу
 E-mail: office@surrogatebaby.com

11.2. Заказчик:

 Мобильный телефон: _____
 E-mail: _____

Любая из Сторон в любое время имеет право сменить адрес, письменно уведомив об этом другую Сторону.

10. Clarification. While the Parties hereto believe that the terms hereof are fair, reasonable and enforceable in all respects, it is agreed that any provision of this Agreement which is held to be prohibited or unenforceable in any jurisdiction shall, as to such jurisdiction, be ineffective to the extent of such prohibition or unenforceability without invalidating the remaining provisions hereof and any such prohibition or unenforceability in any jurisdiction shall not invalidate or render unenforceable such provision in any other jurisdiction. In the event that any of provisions of this Agreement are deemed invalid or unenforceable, the same shall be deemed severable from the remainder of this Agreement, and shall not cause the invalidity or unenforceability of the remainder of this Agreement. If provisions are deemed invalid because of the scope of breadth, then such provisions shall be deemed valid to the extent of the scope or breadth permitted by law.

11. Notices. All notices required to be given under the terms of this Agreement or which any of the parties desires to give hereunder shall be in writing and personally delivered or sent by registered or certified mail, return receipt requested, or sent by e-mail or facsimile transmission, addressed as follows:

11.1. To the Consultant. If to the Consultant addressed to:

SB Consulting Limited Liability Company (SBC LLC)
 136 Mira Ave,
 236010 Kaliningrad,
 Russian Federation
 Attn: Viatcheslav Motayev
 E-mail: office@surrogatebaby.com

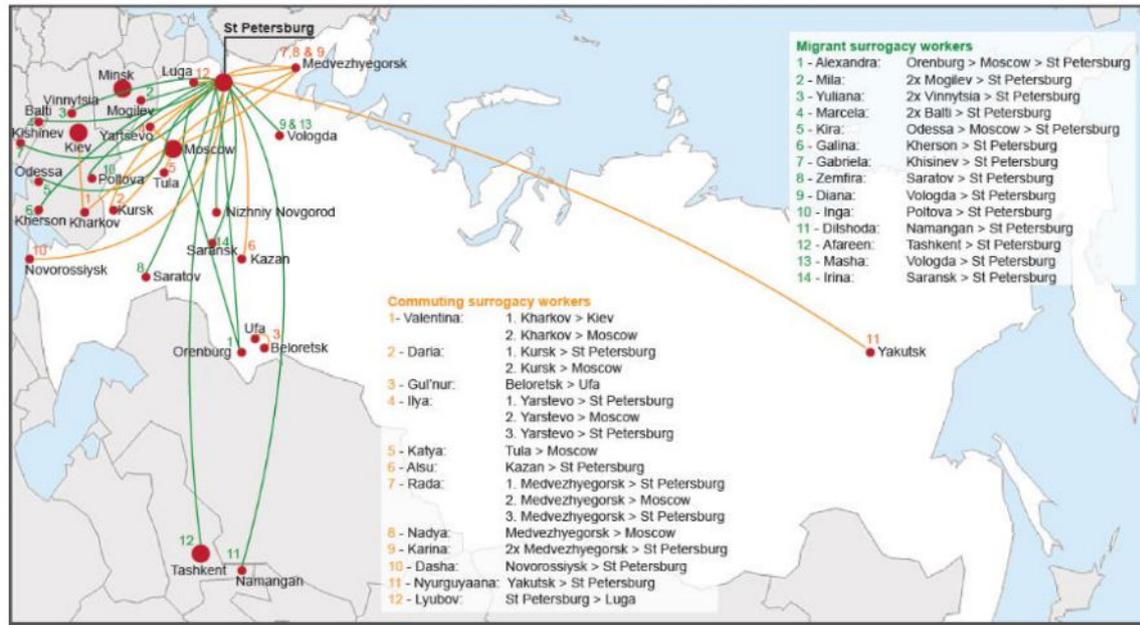
11.2. To the Client. If to the Client addressed to:

 Mobile phone: _____
 E-mail: _____

Any Party may designate a change of address at any time by giving written notice thereof to the other Parties.

ANNEXE 4 : MIGRATION CONTRAINTE DES MERES PORTEUSES EN RUSSIE⁴⁵

Appendix 10 - Map of origin of commuting and migrant surrogacy workers



ANNEXE 5 : LES MOTIVATIONS DES MERES PORTEUSES INDIENNES⁴⁶

Surrogate Motherhood- Ethical or Commercial

Table 3.2
Factors that influence surrogacy decision

| Sl. no | Factors that influence the surrogacy decision | Anand | Surat | Jamnagar |
|--------|---|-------|-------|----------|
| | | % | % | % |
| 1 | Poverty | 86.7 | 88.6 | 100 |
| 2 | Unemployment | 30 | 91.4 | 100 |
| 3 | Medical treatment | 1.7 | 22.9 | |
| 4 | Education of children | 76.7 | 91.4 | 100 |
| 5 | Building new house | 35 | 37.5 | 60 |
| 6 | Wanting to help a childless couple | 30 | 2.9 | |
| 7 | Approached by agents | 6.7 | 80 | 100 |
| 8 | Opinions of relatives/friends | 20 | 22.9 | |
| 9 | Experiences of other surrogate mothers | 55 | 37.1 | |
| 10 | Other | 10 | 31.4 | 40 |

⁴⁵ URL :

<https://dora.dmu.ac.uk/bitstream/handle/2086/15036/PhD%20Thesis.%20Weis.%20Reproductive%20Migrations.%20Final%20Version.Dec%202017.pdf?sequence=1>

⁴⁶ URL : http://ncw.nic.in/sites/default/files/Surrogacy_Report_CSR.pdf